RAPPORT ANNUEL

2013-2014

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) est un organisme indépendant, national, bilingue et sans but lucratif.

L'IRPP a pour mission d'améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en suscitant des débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements.

L'indépendance de l'Institut est assurée par un fonds de dotation établi au début des années 1970 grâce aux contributions des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que du secteur privé.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Graham W. S. Scott, Toronto, président
A. Anne McLellan, Edmonton, vice-présidente
Howard Bergman, Montréal (Québec)
David N. Biette, Washington, DC
Kim Brooks, Halifax (Nouvelle-Écosse)
Ian D. Clark, Toronto (Ontario)
Michael B. Decter, Toronto (Ontario)
Alain Dubuc, Montréal (Québec)
Mary Lou Finlay, Toronto (Ontario)
Jock Finlayson, Vancouver (Colombie-Britannique)
Richard Florizone, Halifax (Nouvelle-Écosse)
Lea B. Hansen, Toronto (Ontario)
V. Peter Harder, Ottawa (Ontario)
George E. Lafond, Victoria (Colombie-Britannique)
Paul M. Tellier, Montréal (Québec)

FAITS SAILLANTS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2014 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2014	2013	2012
Budget de fonctionnement	2 268	2 571	2 306
Charges	2 341	2 545	2 229
Excédent du budget de fonctionnement sur les charges	(73)	26	77

NOTRE MISSION

Au regard de l'avenir, il apparaît clairement que la recherche indépendante est plus que jamais indispensable à l'élaboration de judicieuses politiques publiques. Or la mission de l'IRPP consiste précisément à renforcer ce processus en menant des analyses rigoureuses et en éclairant le débat sur les enjeux actuels et futurs auxquels est confronté le pays.

Pour remplir cette mission, nous publions des recherches évaluées par des pairs et en diffusons largement les résultats. Nous parrainons des débats politiques en organisant conférences, tables rondes et discussions d'experts qui favorisent les échanges entre les parties intéressées, les spécialistes, les décideurs et le grand public.

Nous collaborons avec des chercheurs du monde universitaire et des milieux gouvernementaux pour déterminer et étudier les défis politiques de demain. Et nous offrons avec *Options politiques*, notre publication phare, une tribune de débat dynamique.

Notre programme de recherche actuel privilégie trois réalités fondamentales qui nécessitent à moyen et à long terme des réponses ou des ajustements politiques : le vieillissement de la population canadienne, sa diversité et son pluralisme grandissants, et l'incidence sur notre économie de l'évolution accélérée des structures mondiales de commerce et de production.

RAYONNEMENT 2013-2014

370 322
PAGES VUES DU SITE WEB

111 280
VISITEURS DU SITE WEB

2 440
ABONNÉS TWITTER

332
ABONNÉS FACEBOOK

615
MENTIONS DANS LES MÉDIAS

17
PUBLICATIONS

16
ÉVÉNEMENTS

OP6
NUMÉROS D'*OPTIONS POLITIQUES*

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

GRAHAM W. S. SCOTT, JUIN 2014

C'est avec fierté que nous publions ce rapport annuel 2013-2014 au terme d'une année marquée par la croissance et le développement de l'IRPP. Le conseil d'administration a été, lui aussi, fort actif. Il a accueilli de nouveaux membres, supervisé ses comités et créé un *Manuel des règlements* du Conseil. Pour prendre acte de l'évolution des principes de bonne gouvernance, nous avons en effet actualisé nos règlements administratifs et conçu ce manuel qui définit notre cadre et nos processus de gouvernance. Approuvé à notre assemblée générale annuelle de juin, il établit nos lignes directrices en matière d'orientation stratégique, d'intégrité financière et organisationnelle ainsi que de qualité et d'efficacité des programmes de recherche.

C'était aussi une année de transition pour le Conseil avec les départs de Jacques Ménard et de Howard Bergman, en décembre et en juin respectivement, occasionnés par des engagements professionnels et de nouvelles responsabilités dont ils devaient s'acquitter. Au nom du Conseil, je les remercie de leur inestimable contribution et leur souhaite tout le succès possible dans leurs futurs projets.

En mars, le Conseil a accueilli dans ses rangs deux membres distingués, Michael B. Decter et V. Peter Harder. Le premier est président et chef de la direction de la société de gestion de placements LDIC et possède plus de 30 ans d'expérience dans la haute fonction publique, notamment à titre de sous-ministre ontarien de la Santé. Le second est aujourd'hui conseiller principal en politiques au cabinet Dentons Canada, après avoir été sous-ministre au sein du gouvernement du Canada et haut fonctionnaire principal de plusieurs ministères (Conseil du Trésor, Solliciteur général, Citoyenneté et Immigration, Industrie, Affaires étrangères et Commerce international).

Nous avons aussi accueilli nos premiers administrateurs émérites – nouveau titre créé en reconnaissance de la contribution exceptionnelle d'anciens membres du Conseil –, à savoir Jim Dinning, John Manley, Barbara McDougall et Jacques Ménard, que l'IRPP est honoré de compter parmi les siens pour deux autres années.

Nous avons par ailleurs intégré au Comité des placements deux membres ne siégeant pas au Conseil : Patti Croft, fondatrice du cabinet Croft Consulting et ancienne économiste en chef de RBC Gestion mondiale d'actifs, et Robert Luba, président de la société de placements torontoise Luba Financial, anciennement président et chef de la direction de Gestion de portefeuille RBC et président de Crown, compagnie d'assurance-vie. Tous deux ont d'ores et déjà richement contribué aux travaux du Comité.

J'aimerais enfin remercier mes collègues administrateurs de leur dévouement et de leur engagement en faveur de l'IRPP. Forts d'un modèle de gouvernance désormais clairement défini, nul doute que nous relèverons ensemble les défis qui nous attendent.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

GRAHAM FOX, JUIN 2014

Améliorer la prise de décisions. Depuis plus de 40 ans, telle est la raison d'être de l'Institut de recherche en politiques publiques. Notre mission est ainsi l'amélioration des politiques publiques par des débats éclairés, soutenus par une recherche rigoureuse. Pour ce faire, nous publions des études et des documents sur les enjeux clés des programmes d'action des gouvernements du pays, nous invitons experts et décideurs à des événements stimulants et nous analysons dans la revue *Options politiques* les défis politiques de demain.

La portée de nos travaux est indéniable. Dans ses publications de l'année écoulée, l'IRPP a recommandé des modifications au régime d'investissement étranger du pays, mis en évidence les lacunes du Programme des travailleurs étrangers temporaires et proposé des réformes au système de pensions canadien. Nos conférences ont traité des causes de l'inégalité croissante des revenus et fait la lumière sur le concept de collectivités amies des aînés. De son côté, *Options politiques* s'est notamment penché sur l'avenir des villes, la théorie du *nudge* (des mesures d'incitation psychologiques ou sociales) et son incidence sur l'élaboration des politiques, ou encore le recours aux technologies pour résoudre certains problèmes particulièrement épineux.

L'année s'est aussi déroulée sous le signe de l'innovation et de la collaboration. Nous avons lancé la collection IRPP Insight, qui offre des analyses approfondies des questions d'actualité. Nous avons uni nos forces à celles du Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences (RCCMTC) pour scruter la question des inégalités. Et nous avons conçu un audacieux projet de recherche qui proposera aux gouvernements du pays une nouvelle approche des politiques commerciales et un programme novateur à cet effet.

Bien sûr, nous avons aussi connu certaines difficultés. Assurer le financement d'une recherche non idéologique, menée en toute indépendance et sans contrepartie, est une tâche exigeante pour tous les *think tanks*. Aussi remercions-nous sincèrement les particuliers et les organisations dont les dons et le parrainage nous ont permis de soulever des questions percutantes, *sans jamais présumer des réponses à leur donner*. Nous sommes très reconnaissants de leur appui et de leur générosité.

L'IRPP a publié cette année 17 études, documents et rapports, il a tenu 16 événements et fait paraître 6 numéros d'*Options politiques*. Un résultat qui doit tout à l'engagement de notre personnel et de notre Conseil en faveur de notre mission d'enrichir le débat public. Nous ne saurions les remercier suffisamment de leur travail et de leur dévouement.

L'action des gouvernements nous rappelle trop souvent les périls d'un processus décisionnel oublieux des faits. L'IRPP continue de fonder ses travaux sur des recherches solidement documentées pour s'assurer que nos dirigeants disposent des informations nécessaires à la prise de meilleures décisions.

COMPÉTITIVITÉ, PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

DIRECTEURS DE RECHERCHE : STEPHEN TAPP ET TYLER MEREDITH

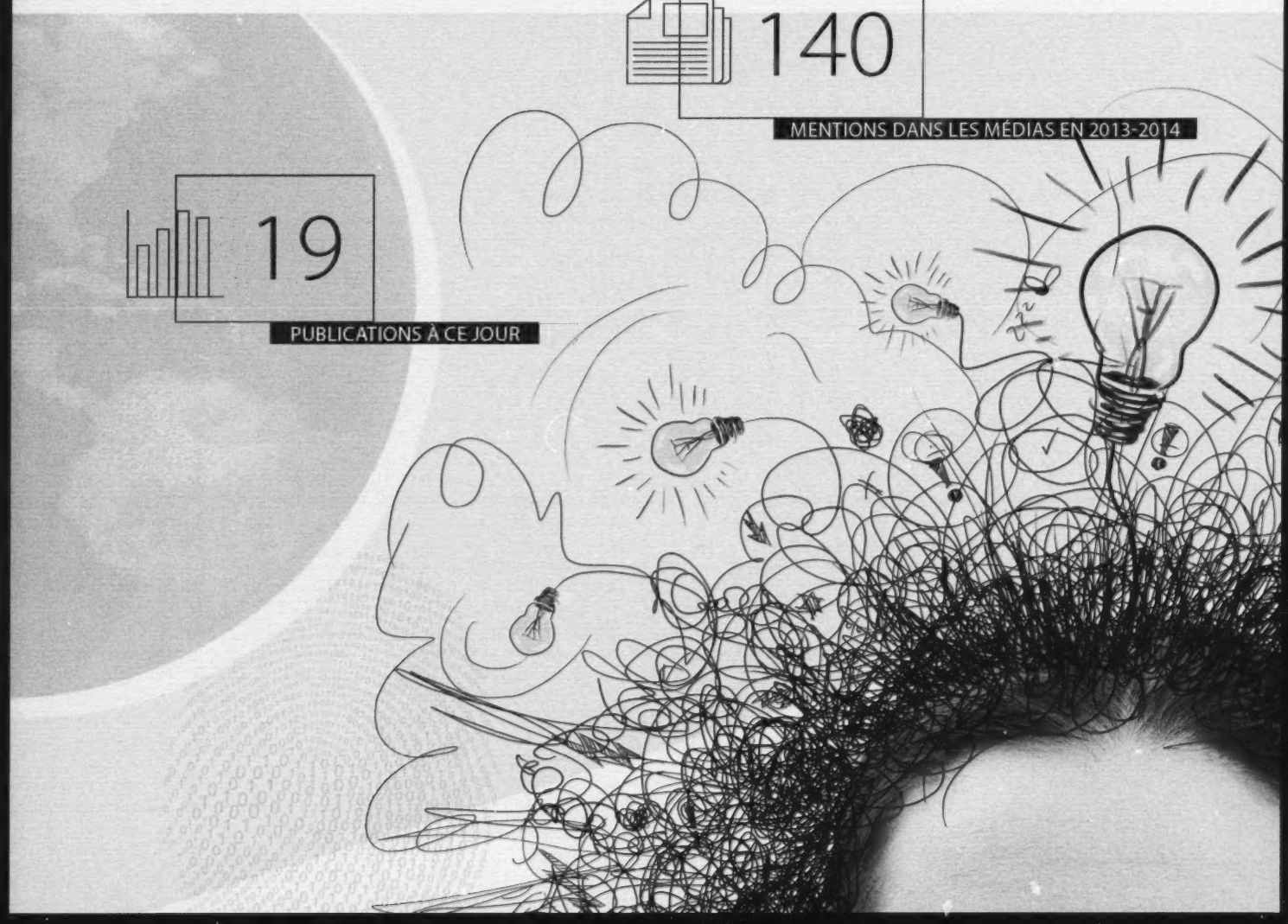
Les questions économiques ayant pris une place prépondérante dans la foulée de la récession mondiale, ce programme de recherche s'intéresse aux moyens de favoriser la prospérité et le bien-être des Canadiens. Nous avons lancé à cet effet deux ambitieuses initiatives de recherche à moyen terme. La première examine l'incidence des nouvelles structures mondiales du commerce et des investissements sur le Canada en vue de moderniser les politiques du pays selon les réalités du XXIe siècle. La seconde vise à réévaluer la politique nationale du marché du travail pour mieux répondre aux besoins des travailleurs, des chômeurs et des entreprises en matière de compétences et d'emploi.

140

MENTIONS DANS LES MÉDIAS EN 2013-2014

19

PUBLICATIONS À CE JOUR



RÉSURGENCE DES POLITIQUES INDUSTRIELLES

Depuis quelques décennies, les gouvernements des pays avancés hésitent à s'occuper de politique industrielle, c'est-à-dire à intervenir de façon ciblée dans certains secteurs de leur économie. Mais il s'agirait là d'une idée reçue, selon Dan Ciuriak et John M. Curtis, qui montrent dans leur document qu'en dépit de la méfiance suscitée par les politiques industrielles, le Canada et la plupart des économies avancées n'ont en vérité cessé d'y recourir. Les auteurs préconisent donc d'entamer sans présupposés un dialogue fructueux sur les formes d'intervention gouvernementale susceptibles de promouvoir la croissance de l'économie canadienne. Bien qu'il ait provoqué de vives réactions, ce document a été favorablement reçu par un gouvernement ontarien en quête de nouvelles orientations. Deux comités de haut niveau de ce gouvernement ont ainsi invité les auteurs à présenter leurs conclusions.

L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

Dans le sillage des controverses suscitées par plusieurs offres publiques d'achat étrangères, nous avons publié un document de Dany H. Assaf et Rory A. McGillis, deux spécialistes du droit de la concurrence et de l'investissement étranger. Les auteurs analysent les régimes d'examen des investissements d'ici et d'ailleurs, et formulent des recommandations visant à renforcer la transparence et la clarté des processus réglementaires. Par suite des modifications apportées à la *Loi sur Investissement Canada*, cette publication a été citée plusieurs fois lors des débats parlementaires sur les prises de contrôle par des intérêts étrangers, et ses auteurs ont été invités à témoigner devant la Chambre des communes.

RENFORCER LE MARCHÉ DU TRAVAIL CANADIEN

Dans la première étude consacrée à notre nouvelle thématique, Cliff Halliwell dresse un tableau des défis qui attendent le Canada et des perspectives qui s'offrent à lui dans la décennie à venir, où le vieillissement de la population, la mondialisation et les changements technologiques auront des répercussions importantes sur l'emploi. L'étude a contribué à élargir le débat sur l'ampleur d'une éventuelle pénurie de main-d'œuvre qualifiée, attirant l'attention des décideurs et des employeurs sur la nécessité de mieux développer et utiliser les compétences des travailleurs canadiens. Signalons qu'elle a été accueillie avec intérêt par les médias, les parties concernées et les décideurs.

Jason Kenney @kenneyjason

Intéressant texte d'opinion de l'ancien haut fonctionnaire Cliff Halliwell sur l'importance d'orienter les jeunes Canadiens vers les emplois d'avenir: http://www.huffingtonpost.ca/cliff-halliwell-/...

DIVERSITÉ, IMMIGRATION ET INTÉGRATION

DIRECTEUR DE RECHERCHE : F. LESLIE SEIDLE

L'immigration étant désormais la première source d'accroissement de la main-d'œuvre et de la population au Canada, il importe de mieux comprendre les obstacles économiques et sociaux que doivent surmonter les nouveaux arrivants et d'étudier les moyens d'améliorer leur intégration.

111

MENTIONS DANS LES MÉDIAS EN 2013-2014

37

PUBLICATIONS À CE JOUR

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES

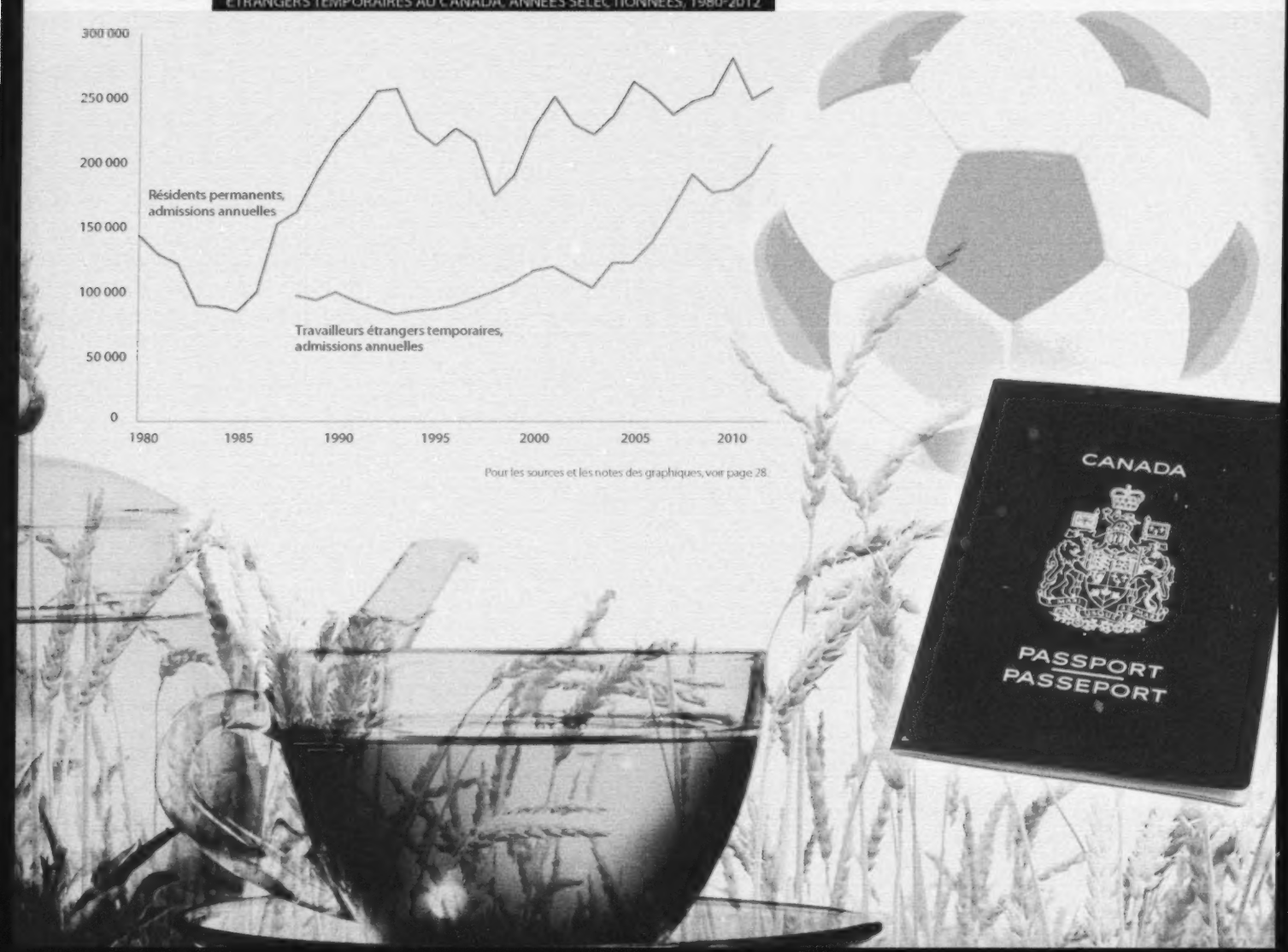
La forte augmentation du nombre de travailleurs étrangers temporaires (TET) de ces dernières années a soulevé un débat sur d'éventuelles pertes d'emplois occupés par des Canadiens et suscité la controverse pour ce qui est des conditions de travail des migrants temporaires. Nous avons publié en octobre un document de Christopher Worswick sur l'incidence économique des récentes modifications apportées au Programme des travailleurs étrangers temporaires. Il analyse les liens entre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs, le recours grandissant aux TET et les conséquences qui s'ensuivent pour les Canadiens, notamment des jeunes. Tandis que l'on examine d'autres pistes de réforme, l'auteur recommande d'imposer une limite annuelle au nombre de TET admis au pays. Ce texte a donné lieu à d'importants débats et a fait l'objet de plus de 50 comptes rendus dans l'ensemble des médias.

PARTICIPATION ÉLECTORALE ET CIVIQUE DES IMMIGRANTS

La participation civique des immigrants aide le Canada à respecter son engagement de diversité ; elle rassemble les Canadiens de tous horizons et favorise l'inclusion et l'apprentissage mutuel. Mais il reste beaucoup à faire pour intégrer pleinement les communautés immigrantes à la vie civique et politique du pays. Afin d'explorer la question, l'IRPP a tenu un atelier en partenariat avec Samara, Élections Canada, la Fondation Maytree et le Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique. La rencontre a donné lieu à de riches échanges sur la participation électorale et civique des immigrants, fondés sur la recherche existante et les études en cours, et a permis de cerner les lacunes dans nos connaissances.

ADMISSION DE RÉSIDENTS PERMANENTS ET DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES AU CANADA, ANNÉES SÉLECTIONNÉES, 1980-2012

Pour les sources et les notes des graphiques, voir page 28

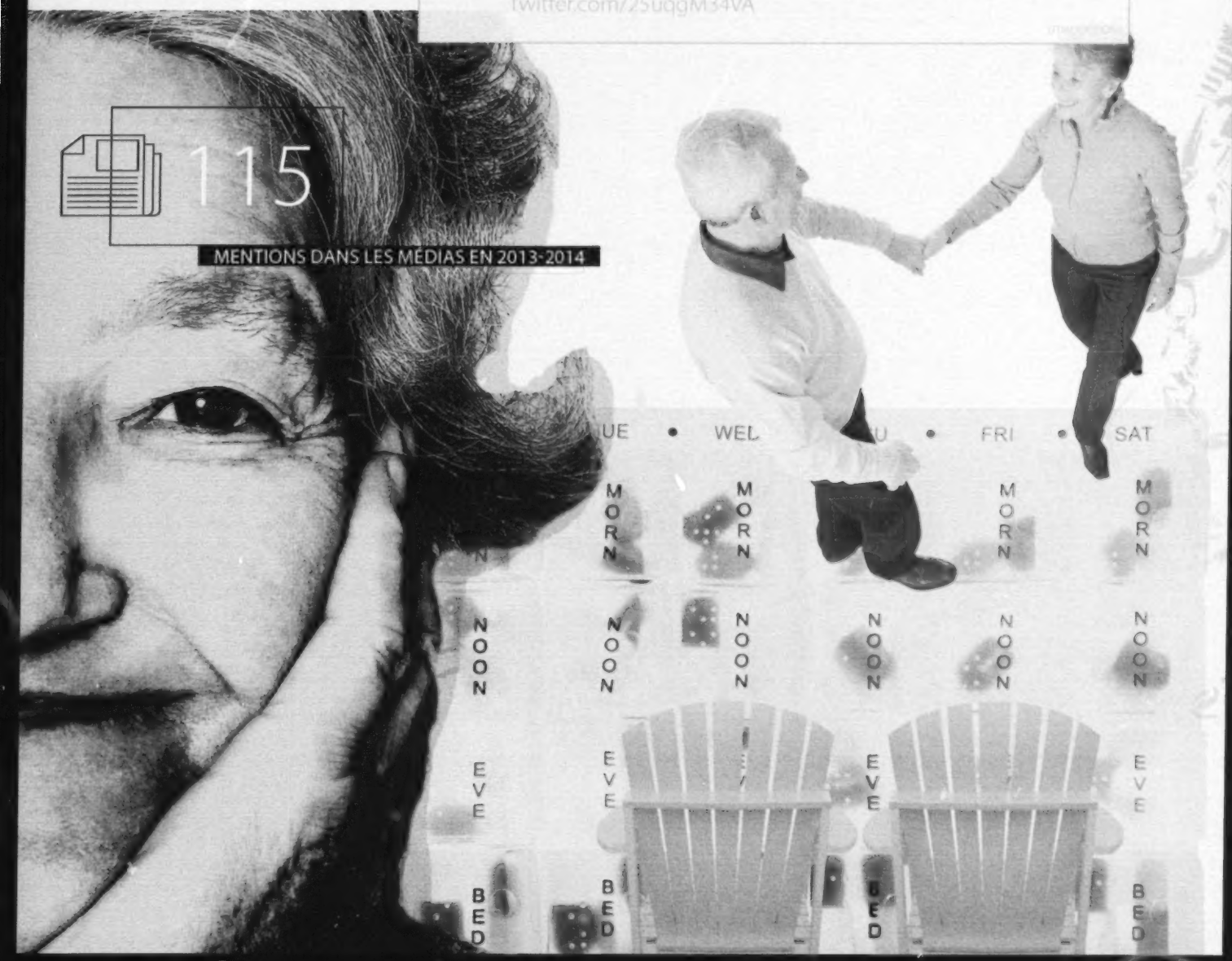


LES DÉFIS DU VIEILLISSEMENT

DIRECTEURS DE RECHERCHE : NICOLE F. BERNIER ET TYLER MEREDITH

Au cours des prochaines décennies, le vieillissement de la population posera de nombreux défis sociaux et économiques pour tous les ordres de gouvernement. Le programme Les défis du vieillissement traite de ce phénomène démographique et de ses répercussions sur les politiques publiques et l'ensemble de la société.

Wellbeing Toronto @WellbeingTO
Il faut beaucoup d'intervenants convaincus pour créer des collectivités amies des aînés #AgingOn #collaboration pic.twitter.com/25uqgM34VA



115

MENTIONS DANS LES MÉDIAS EN 2013-2014

COLLECTIVITÉS AMIES DES AÎNÉS

Les gouvernements fédéral et provinciaux du pays exhortent de plus en plus fortement les gouvernements locaux à adapter leurs services aux besoins d'une population vieillissante. Mais pour les décideurs, que signifient concrètement les concepts « vieillir chez soi » ou « collectivités amies des aînés » ? En partenariat avec le gouvernement de l'Ontario, l'IRPP a examiné la question dans le cadre d'un symposium de deux jours, en novembre 2012, qui a rassemblé des chercheurs et des décideurs des secteurs public, privé et sans but lucratif. La rencontre a permis de dresser l'état des lieux et d'établir les obstacles au développement de collectivités amies des aînés en Ontario ; elle mènera à d'autres recherches et discussions ailleurs au pays.

Le symposium a aussi montré qu'afin d'implanter un programme axé sur de telles collectivités, les décideurs devront multiplier les efforts de coordination, reconnaître la diversité des besoins des aînés et redéfinir certains concepts, notamment ceux de *vieillissement actif* et de *dépendance*. Car le fait de bien vieillir dépend non seulement des décisions de chaque aîné, mais aussi de l'environnement où il vit et reçoit des soins. Dans un document publié en février 2013, Stephen M. Golant propose un examen critique du mouvement des collectivités amies des aînés, affirmant que ses leaders doivent reconsidérer leurs objectifs en privilégiant des initiatives visant les aînés en santé de la classe moyenne au lieu d'aider les plus fragiles à demeurer le plus longtemps possible à domicile.

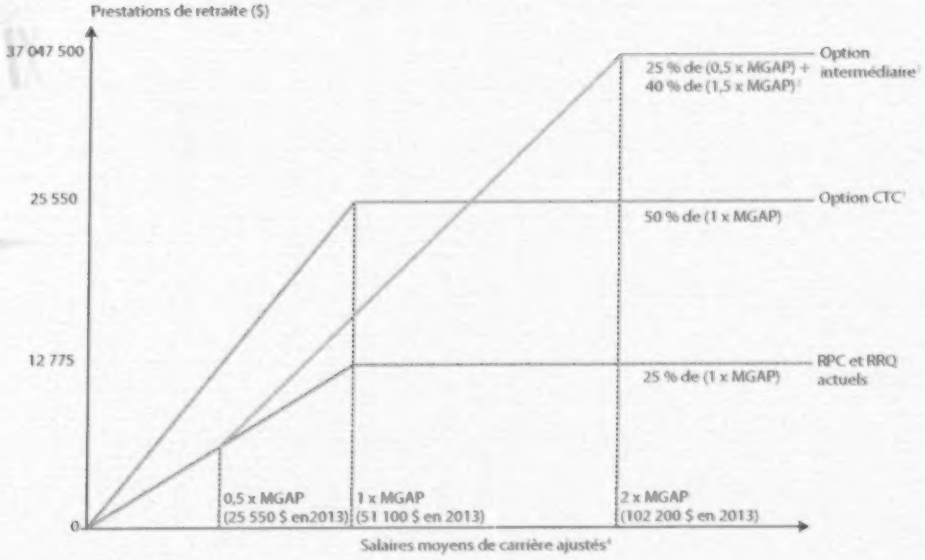
DÉBAT SUR LES PENSIONS

Environ la moitié des citoyens à revenu moyen de plus de 40 ans devraient subir une importante baisse de leur niveau de vie à la retraite. Or de nombreuses réformes récemment adoptées ou proposées ne tiennent pas compte de cette future perte de revenus. Une étude de Michael Wolfson récuse de manière convaincante les hypothèses habituelles sur la réforme des pensions. Son option d'ajustement des prestations a été intégrée à la proposition de réforme du Régime de pensions du Canada du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard et a reçu l'appui de plusieurs provinces lors de la réunion annuelle des ministres des Finances du pays en décembre 2012. Avant cette rencontre, ses recommandations ont aussi fait l'objet d'articles et de textes d'opinion dans le *Globe and Mail* et le magazine *Maclean's*.

Diane Dyson @Diane_Dyson

Notre programme d'action ne peut être dicté par ceux qui parlent fort ou connaissent des élus. Il faut aussi écouter les voix discrètes, ou réduites au silence. #AgingON

REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DE DEUX PROPOSITIONS DE RÉFORME DU RPC ET DU RRQ



24

PUBLICATIONS À CE JOUR

Pour les sources et les notes des graphiques, voir page 28.

L'ART DE L'ÉTAT V

LES INÉGALITÉS AU CANADA

FACTEURS CLÉS, RÉSULTATS ET ACTION POLITIQUE

DIRECTRICE DE RECHERCHE : FRANCE ST-HILAIRE

Les inégalités de salaire et de revenu des ménages – qui se sont accentuées depuis une trentaine d'années dans de nombreux pays – sont désormais au cœur du débat public au Canada comme à l'étranger. De fait, elles soulèvent plusieurs questions fondamentales sur l'équité et la justice de nos sociétés. De récentes études ont aussi révélé qu'elles freinent les progrès en santé et en éducation, qu'elles créent de l'instabilité politique et économique et qu'elles nuisent aux ajustements nécessités par les crises économiques. Tous ces facteurs sont préjudiciables à la croissance.

L'essentiel de ces données est tiré toutefois de l'expérience de pays étrangers. Qu'en est-il dès lors de la situation du Canada ? Les inégalités de revenu s'y sont-elles accentuées ? Posent-elles vraiment problème ? Quelles forces en seraient responsables et quelles mesures pourraient y remédier ? Pour y voir plus clair, l'IRPP et le Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences (RCCMTC) ont rassemblé certains des meilleurs experts du pays autour d'une initiative de recherche conjointe et inédite sur les tendances et les effets des inégalités de revenu au Canada.

Les résultats préliminaires de ces travaux ont été présentés lors d'une conférence publique tenue en février 2014 à Ottawa. Elle a réuni plus de 130 participants et suscité des échanges fructueux entre d'éminents chercheurs, décideurs, parties prenantes non gouvernementales, et représentants des médias et du monde des affaires. Parmi les sujets traités, citons l'imposition des revenus élevés, les inégalités salariales entre les provinces, l'évolution de la polarisation des emplois, l'incidence de la pauvreté et l'avenir des mesures de soutien au revenu.

Le discours de David Autor, professeur au MIT, qui a beaucoup écrit sur les inégalités salariales et les répercussions des changements technologiques et de la mondialisation sur le marché du travail, a été l'un des temps forts de la rencontre. Sa présentation a notamment porté sur les craintes relatives aux suppressions d'emplois causées par les progrès technologiques et leur incidence sur la classe moyenne.

Les documents de la conférence et certains textes supplémentaires seront réunis dans le volume V de la série L'art de l'État, qui sera publié sous la direction de David Green, Craig W. Riddell (tous deux de l'Université de la Colombie-Britannique) et France St-Hilaire (IRPP).

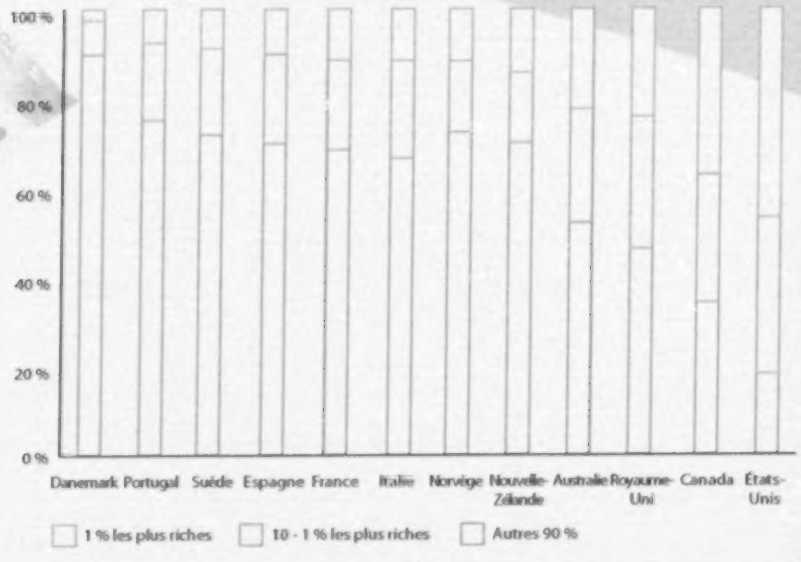
Armine Yalnizyan @ArmineYalnizyan

Encore un panel génial à la conférence sur les inégalités. Voir @MilesCorak sur les moyens de révolutionner la plateforme d'assurance sociale. Bravo !

30

MENTIONS DANS LES MÉDIAS EN 2013-2014

PART DE LA CROISSANCE DES REVENUS ALLANT AUX DIFFÉRENTS GROUPES DE REVENUS DE 1975 À 2007



Pour les sources et les notes des graphiques, voir page 28.

OPTIONS POLITIQUES | L'AVENIR EN QUESTION

RÉDACTEUR EN CHEF : BRUCE WALLACE

En offrant un accès presque illimité à l'information, la révolution numérique décuple notre capacité de nous instruire sur tous les sujets et de coopérer sur des questions politiques. Mais elle favorise aussi le repli intellectuel au sein de communautés qui viennent renforcer nos idées préconçues. En entrant dans l'âge numérique, le défi d'*Options politiques* consiste à rejeter ce tribalisme qui caractérise souvent les médias en ligne pour s'adresser plutôt à un auditoire en quête d'une compréhension plus riche et plus complète des grands enjeux politiques.

L'année écoulée a ainsi confirmé l'engagement d'*Options politiques* d'offrir à ses lecteurs une revue toujours plus vivante, dynamique et prospective. Nous avons recruté de nouvelles voix et abordé de nouveaux thèmes. Et au lieu de suivre le flux de l'actualité politique, nous avons examiné les idées, enjeux et technologies qui détermineront l'avenir de notre pays et du monde. Au-delà des discours politiques et médiatiques dominants, nous avons par exemple offert un nouveau regard sur nos villes, proposé une autre vision des conflits au Moyen-Orient et en Afghanistan ou interrogé les anciens modèles de croissance économique. La revue s'est en outre enrichie d'articles plus courts et plus nombreux tout en continuant de publier des textes fouillés, comme l'analyse de la philosophie politique de Bill McKibben, l'influant opposant au pipeline Keystone, par Matthew Nisbet.

Nous avons par ailleurs amélioré le design de notre publication grâce à une mise en pages plus conviviale et des couvertures plus percutantes. Pour la première fois, des reportages photos servent d'outil narratif à l'appui des sujets traités, et des repères visuels attirent l'intérêt des lecteurs que pourrait rebuter le seul format texte. L'accent mis sur la photographie dans la version papier préfigure d'ailleurs l'approche visuelle qui soutiendra notre stratégie d'échanges et de débats en ligne.

Enfin, nous avons réduit de dix à six le nombre annuel de numéros imprimés, qui sont désormais conçus en fonction des calendriers politique et universitaire. Nous pouvons ainsi consacrer davantage de ressources aux documents que nous publions exclusivement sur notre site Web tout au long de l'année. Nous intensifierons cette présence en ligne dans l'année à venir et renforcerons notre identité : celle d'une voix unique et toujours plus influente dans la vie politique du pays.

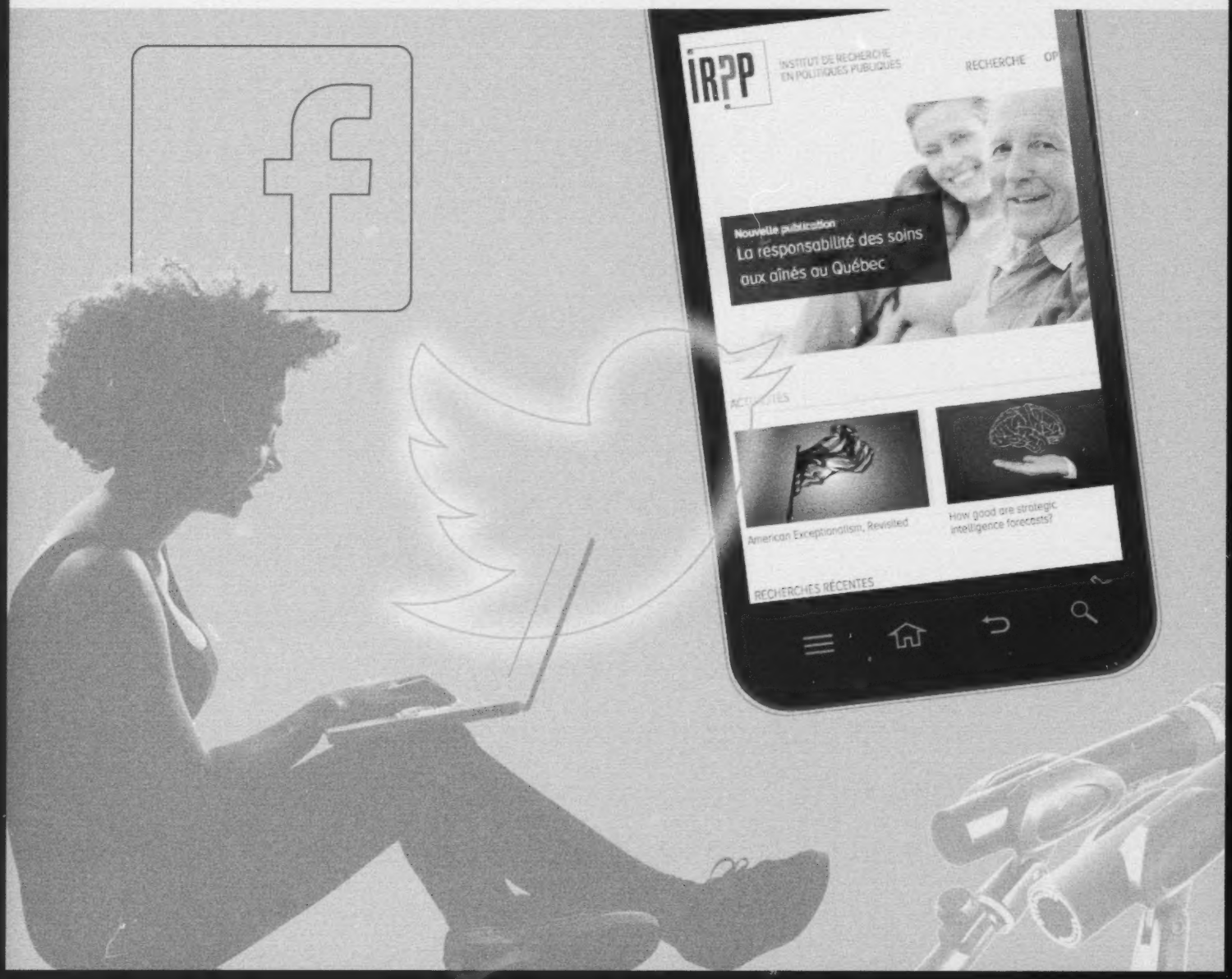
LE SAVIEZ-VOUS ?

Cette année, le rédacteur en chef d'*Options politiques* Bruce Wallace a discuté en de nombreuses occasions avec des leaders gouvernementaux de l'importance des médias et des communications dans l'élaboration de judicieuses politiques publiques.

COMMUNICATIONS

AGENTE DES COMMUNICATIONS : SHIRLEY CARDENAS

L'IRPP continue de jouer un rôle clé dans les grands débats qui agitent le pays. Depuis sa création, il a exercé une influence décisive dans de nombreux domaines : libre-échange, réforme constitutionnelle, avenir des soins de santé, diversité et immigration, croissance économique et compétitivité, soins de longue durée et réforme des pensions. Ses experts publient des textes d'opinion dans les grands médias du pays et sont régulièrement invités dans des émissions d'affaires publiques.



En 2013-2014, l'Institut et ses travaux ont fait l'objet de plus de **615** mentions dans les journaux et les médias électroniques. Pour ce qui est de son site Web, on a dénombré **370 322** pages vues et **111 280** visiteurs, dont la majorité venait du Canada, suivie des États-Unis et du Royaume-Uni. Beaucoup y ont accédé par la voie de médias sociaux comme Twitter (**24,6 p. 100**) et Facebook (**7,6 p. 100**).

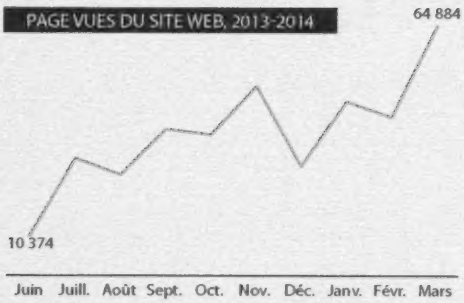
En mars 2014, l'IRPP a gagné une centaine de nouveaux abonnés Twitter, ce qui porte leur total à **2 440** et son audience mondiale à **2 397 443**. Le mois précédent, l'Institut avait misé sur les médias sociaux pour alimenter le débat sur les inégalités au Canada. Résultat : pendant les deux jours de la conférence IRPP-RCCMTC, le flux Twitter de l'IRPP a enregistré plus de **250** gazouillis en temps réel et **22 552** pages vues sur le site Web.

Enfin, l'Institut a modernisé son site Web et lancé une nouvelle infolettre. Le site regroupe des études récentes et archivées sur les enjeux de l'heure, des textes d'opinion et des entrevues d'experts, des enregistrements audio de nos événements ainsi que d'anciens numéros d'*Options politiques*.

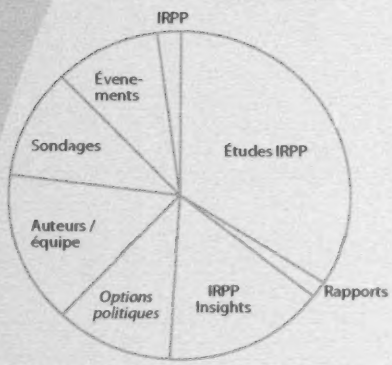
LE SAVIEZ-VOUS ?

Pour la première fois l'an dernier, nous avons indiqué notre empreinte dans la « twittosphère ». Dans le cadre de notre stratégie de réseautage social, nous utilisons de nouveaux paramètres pour mesurer notre influence en ligne.

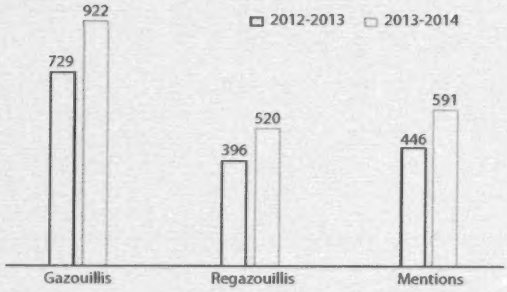
PAGE VUES DU SITE WEB, 2013-2014



COUVERTURE DE L'ACTUALITÉ 2013-2014



MICROBLOGAGE PAR TWITTER, 2012-2014



FAVORISER LA PARTICIPATION DES MILIEUX DÉCISIONNELS

L'IRPP a sollicité cette année un vaste éventail d'expertises et d'avis sur les enjeux politiques clés au pays. En mai-juin 2013, nous avons organisé trois panels d'experts lors de la conférence de l'Association canadienne d'économique, qui ont porté sur les défis et perspectives du marché du travail canadien, l'avenir des relations fédérales-provinciales sur le plan fiscal et la réglementation des investissements directs étrangers.

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'IRPP utilise un éventail de médias et de voies de communication pour diffuser ses travaux, et il s'efforce tout particulièrement d'en informer les décideurs. Chaque étude est ainsi envoyée à des élus, hauts fonctionnaires, experts et autres acteurs intéressés par nos domaines de recherche.

SOUTENIR LES LEADERS DE DEMAIN

Tournée d'étude UE-Canada
L'IRPP a tenu une séance d'information pour un groupe d'étudiants issus de 23 pays lors d'une tournée organisée par le Réseau européen d'études canadiennes.

Concours d'études de cas en administration publique
Des étudiants de 12 établissements canadiens se sont affrontés à Toronto lors d'un concours d'études de cas parrainé par l'IRPP.

Programme de priorités pour le Canada
Des étudiants ont endossé la fonction de juge et proposé des programmes d'action. Les dissertations gagnantes ont été mises en ligne sur le site Web de l'IRPP.

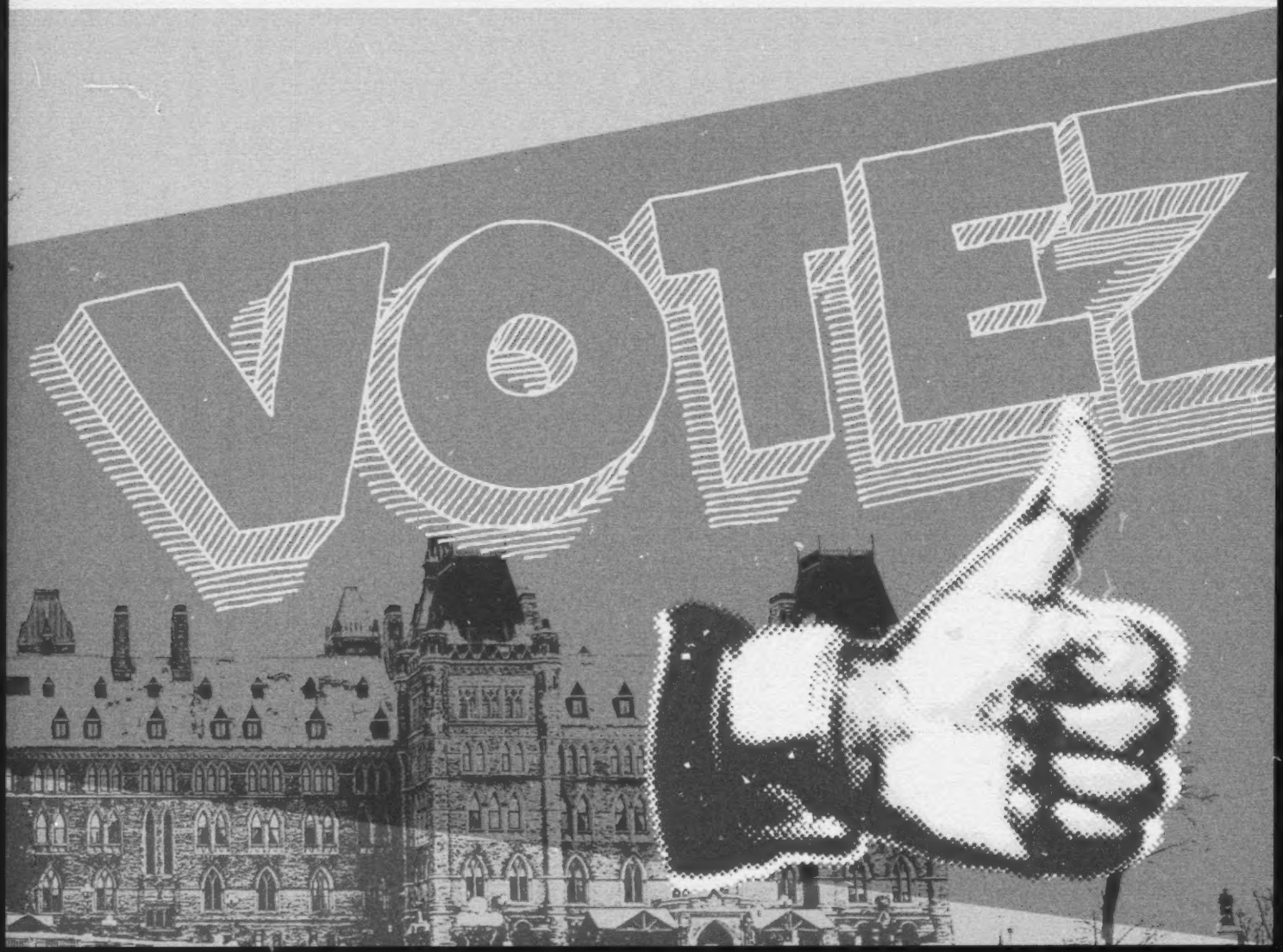
Programme de formation 4P
Des étudiants diplômés intéressés par la santé publique ont participé à un séminaire sur la recherche et les politiques publiques tenu par l'IRPP.

En septembre 2013, nous avons examiné les travaux que les économistes canadiens consacrent aux questions d'intérêt national. Avec Herb Emery et Wayne Simpson, notre directeur de recherche Stephen Tapp a observé dans un article d'*Options politiques* que les contribuables, les décideurs et les étudiants ont tout lieu de se préoccuper du net recul du nombre de ces travaux. Les trois auteurs y recommandent ainsi de modifier le mode de versement des fonds de recherche gouvernementaux et d'améliorer l'accès aux données offert aux chercheurs, tout en exhortant les économistes à faire leur examen de conscience. L'article a évidemment suscité de vifs échanges, dont *Options politiques* s'est fait l'écho en publiant les réactions de quelques éminents économistes du pays.

En février 2014, l'IRPP s'est associé au Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique afin d'examiner les répercussions de la révision de la *Loi électorale du Canada* lors d'une table ronde réunissant chercheurs, décideurs, parties intéressées et représentants des médias. À la suite de l'événement, le président de l'IRPP Graham Fox et le directeur de recherche F. Leslie Seidle ont été invités à témoigner devant la Chambre des communes.

Tout en participant activement aux débats publics, l'Institut fait aussi connaître ses travaux lors de rencontres et de présentations privées. C'est ainsi qu'en novembre 2013, le Plan d'action du gouvernement fédéral annonçant la Subvention canadienne pour l'emploi a été l'occasion d'inviter des dirigeants de tous les secteurs à discuter de productivité et de formation de la main-d'œuvre. Puis en mars 2014, nous avons examiné différents enjeux liés au fédéralisme canadien de concert avec le Bureau du Conseil privé.

Enfin, nous avons pu faire valoir nos compétences professionnelles et notre leadership. Notre président Graham Fox a été invité par le ministre britannique des Affaires étrangères à participer au Royaume-Uni à un programme international de leaders, où il s'est joint à des délégués du monde entier venus discuter de questions sociales et de prospérité. Et en mai 2013, il s'est adressé à des dirigeants du gouvernement de l'Alberta pour souligner l'importance du secteur sans but lucratif dans l'administration publique. Organisée par Interchange Canada, cette rencontre a favorisé la création de partenariats avec d'autres secteurs, l'enrichissement professionnel et l'échange de compétences.



PUBLICATIONS ET ÉVÉNEMENTS

COMPÉTITIVITÉ, PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

PUBLICATIONS

Foreign Direct Investment and the National Interest: A Way Forward
Dany H. Assaf et Rory A. McGillis
18 avril 2013

The Resurgence of Industrial Policy and What It Means for Canada
Dan Ciuriak et John M. Curtis
18 juin 2013

Canadian Policy Prescriptions for Dutch Disease
Robin Boadway, Serge Coulombe et Jean-François Tremblay
10 octobre 2013

No Shortage of Opportunity: Policy Ideas to Strengthen Canada's Labour Market in the Coming Decade
Cliff Halliwell
8 novembre 2013

ÉVÉNEMENTS

TABLE RONDE
« L'après-comité D'Amours : discussions sur les réformes des pensions au Québec »
25 avril 2013, Montréal

PANELS D'EXPERTS
Congrès annuel de l'Association canadienne d'économique
31 mai - 2 juin 2013, Montréal

TABLE RONDE
« Foreign Direct Investment in Ontario: What Are The Needs, Challenges and Policy Issues? »
3 juin 2013, Toronto

TABLE RONDE
« Firms, Productivity and Employee Training: What Do We Know? Where Do We Go? »
22 novembre 2013, Ottawa

DÉJEUNER-CAUSERIE
« Is It Time to Reinvent Employment Insurance? »
22 janvier 2014, Ottawa

DIVERSITÉ, IMMIGRATION ET INTÉGRATION

PUBLICATIONS

« 2e Table ronde Canada-Australie sur la reconnaissance des qualifications étrangères : rapport »
Quinn Albaugh et F. Leslie Seidle
30 avril 2013

Economic Implications of Recent Changes to the Temporary Foreign Worker Program
Christopher Worswick
17 octobre 2013

« Workshop on the Electoral and Civic Involvement of Canada's Immigrant Communities: Report »
Quinn Albaugh et F. Leslie Seidle
25 octobre 2013

Canada's Provincial Nominee Immigration Programs: Securing Greater Policy Alignment
F. Leslie Seidle
12 décembre 2013

Becoming Canadian: Making Sense of Recent Changes to Citizenship Rules
Elke Winter
16 janvier 2014

Understanding Intergenerational Social Mobility: Filipino Youth in Canada
Philip Kelly
19 février 2014

ÉVÉNEMENTS

DÉJEUNER-CAUSERIE
« Interculturalism, Community Cohesion and the City »
11 avril 2013, Montréal

SÉMINAIRE
« L'interculturalisme au Québec : le point de vue d'un Catalan »
12 juin 2013, Montréal

ATELIER
« Electoral and Civic Involvement of Canada›s Immigrant Communities »
25 octobre 2013, Toronto

LES DÉFIS DU VIEILLISSEMENT

PUBLICATIONS

How to Bend the Cost Curve in Health Care
Steven Lewis et Terrence Sullivan
31 mai 2013

Not-So-Modest Options for Expanding the CPP/QPP
Michael Wolfson
15 juillet 2013

« Age-Friendly Communities in Ontario: Multi-Level Governance, Coordination Challenges and Policy Implications: Report »
Maya Cerda et Nicole F. Bernier
4-5 novembre, 2013

Age-Friendly Communities: Are We Expecting Too Much?
Stephen M. Golant
13 février 2014

ÉVÉNEMENTS

SYMPOSIUM
« Age-Friendly Communities in Ontario: Multi-Level Governance, Coordination Challenges and Policy Implications »
4- 5 novembre 2013, Toronto

DÉJEUNER-CAUSERIE
« How to Bend the Cost Curve in Health Care »
18 novembre 2013, Ottawa

SÉMINAIRE
« De la recherche à l'action : le point de vue d'un *think tank* »
19 décembre 2013, Montréal

L'ART DE L'ÉTAT

PUBLICATION

« Report on the IRPP-CLSRN Conference on Inequality in Canada »
Stephen Tapp
31 mars 2014

ÉVÉNEMENT

CONFÉRENCE
« Inequalities in Canada: Driving Forces, Outcomes and Policy »
24-25 février 2014, Ottawa

AUTRES

PUBLICATIONS

Dissertations gagnantes d'étudiants du concours Programme de priorités pour le Canada 2012-2013 :

« A Strategy for a Competitive Canada: Three New Trends in Global Competition »
Fardowsa Hashi
« Efficiency and Equality: Can Canada Have It All? »
Linda Friis Petersen
3 septembre 2013

ÉVÉNEMENTS

SÉMINAIRE
« EU/Canada Study Tour 2013: Thinking Canada »
17 septembre 2013, Montréal

TABLE RONDE
« Roundtable on the *Fair Elections Act* »
21 février 2014, Montréal

ATELIER
« Breaking Down the Barriers to Health Care Reform »
20 mars 2014, Ottawa

ATELIER
« Interpretations of Current Issues in Canadian Federalism »
21 mars 2014, Montréal

RAPPORT DU COMITÉ DES PLACEMENTS

PRÉSIDENT : IAN D. CLARK

MEMBRES : PATTI CROFT, JOCK FINLAYSON, LEA HANSEN, MICHAEL KOERNER ET ROBERT LUBA

Le Fonds de dotation de l'IRPP a pour objectif de subvenir aux besoins de l'Institut. Le Comité des placements vise à maintenir la valeur réelle du Fonds après inflation, de façon qu'il produise les revenus nécessaires aux activités futures de l'Institut. Le rôle du Comité des placements consiste à déterminer la meilleure composition de l'actif du Fonds, à faire des recommandations au conseil d'administration de l'Institut quant à la stratégie d'investissement ainsi qu'à choisir les gestionnaires de placements externes et à les tenir responsables de l'exécution de leur mandat.

Le Comité des placements et le Conseil ont toujours reconnu qu'il peut exister des objectifs potentiellement contradictoires en ce qui concerne le maintien des activités de l'Institut et la protection de la valeur du Fonds. C'est pourquoi le Conseil a décidé en 1987 de retirer chaque année une somme égale à 5 p. 100 de la valeur trisannuelle moyenne du Fonds (5,5 p. 100 en 1997-2000 et 6 p. 100 en 2005- 2007), mesurée en fin d'exercice, plutôt que de se baser sur les revenus annuels réels qu'il génère.

Le ralentissement économique amorcé à l'automne 2008 a eu une incidence considérable sur le Fonds de dotation de l'IRPP. En décembre 2009, le Conseil a donc décidé de réduire progressivement le taux de retrait à 4 p. 100 d'ici à 2014-2015. Pour diminuer davantage l'effet de volatilité du portefeuille sur le montant retiré du Fonds en appui aux activités de l'IRPP, le Comité a opté pour la formule Yale modifiée pour sa politique de dépenses. Cette formule consiste à retirer l'équivalent de 80 p. 100 du budget de fonctionnement du précédent exercice, majoré en fonction du taux d'inflation établi par l'Indice des prix à la consommation de l'année précédente, ainsi que 20 p. 100 du taux de retrait à long terme appliqué à la moyenne de la valeur marchande du Fonds des quatre trimestres antérieurs se terminant le 31 décembre.

Fin 2012, le Comité a décidé de modifier comme suit la composition de l'actif : augmenter de 60 à 70 p. 100 la part investie en actions (30 p. 100 en actions canadiennes, 20 p. 100 en actions américaines et 20 p. 100 en actions étrangères) et réduire de 40 à 30 p. 100 la part du portefeuille à revenu fixe. Le Comité a décidé de confier à Burgundy Asset Management la gestion de la partie du fonds investie en actions et de continuer de faire appel à Beutel Goodman pour la partie à revenu fixe du portefeuille.

Au fil des années, le Comité des placements a pris plusieurs mesures pour assurer la gestion optimale du Fonds, et l'exercice 2013-2014 n'a pas fait exception à la règle. Pour compléter son expertise, il a ainsi accueilli trois nouveaux membres : Patti Croft, Robert Luba et Jock Finlayson, ce dernier étant le seul à siéger au Conseil. (En mai 2014, le Comité a aussi accueilli un nouveau membre du Conseil, Michael Decter.) Fort de sa composition renouvelée, le Comité a clairement défini son mandat, révisé et actualisé l'Énoncé de politique de placement, et étudié des mécanismes alternatifs de transfert du Fonds de dotation vers les opérations de l'Institut.

La somme du Fonds dont nous avons disposé pour l'exercice 2013-2014 s'est élevée à 1 861 463 dollars, en baisse de 45 964 dollars par rapport au transfert de l'année précédente.

La valeur marchande combinée du Fonds, y compris d'autres actifs nets, s'établissait à 39 535 138 dollars au 31 mars 2014. La composition de son actif est indiquée dans le tableau ci-dessous.

La priorité donnée aux actions, l'optimisation de leur gestion, la diversification et la situation favorable des marchés ont donné lieu à une augmentation de 11,44 p. 100 (après retraits nécessaires aux activités de l'exercice) de la valeur marchande du Fonds pour 2013-2014.

31 MARS 2014	PORTEFEUILLE TOTAL		BURGUNDY ASSET MANAGEMENT		BEUTEL GOODMAN	
	$	%	$	%	$	%
Actions et autres investissements	40 424	0,1	-	-	40 424	0,1
Actions canadiennes	12 057 044	30,5	12 057 044	40,2	-	-
Actions américaines	8 964 195	22,7	8 964 195	29,9	-	-
Actions étrangères (autres que nord-américaines)	8 945 964	22,6	8 945 964	29,9	-	-
Total des actions	30 007 627	75,9				
Revenu fixe	9 527 511	24,1	-	-	9 527 511	99,9
TOTAL	39 535 138	100,0	29 967 203	100,0	9 567 935	100,0

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

AUX ADMINISTRATEURS DE
L'INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

Raymond Chabot Grant Thornton

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme Institut de recherche en politiques publiques, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

OPINION

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2014 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.[1]

Montréal
Le 4 juin 2014

[1] CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A110569

RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2014 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2014	2013
	$	$
PRODUITS		
Produits nets de placements (note 5)	5 972	2 923
AUTRES PRODUITS		
Magazine *Options politiques*	25	15
Publicité *Options politiques*	35	51
Autres publications	17	14
Apports	269	524
Autres	35	74
	381	678
CHARGES		
Frais généraux de recherche et de soutien	1 830	1 921
Magazine *Options politiques*	450	565
Autres publications	31	36
Intérêts	16	10
Amortissement des immobilisations corporelles	14	12
	2 341	2 544
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant produits nets de placements	(1 960)	(1 866)
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	**4 012**	**1 057**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2014 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

				2014	2013
	Affecté au financement des activités de fonctionnement (note 3)	Investi en actif incorporel et en immobilisations corporelles	Non affecté	Total	Total
	$	$	$	$	$
Solde au début	33 299	22	2 181	35 502	34 445
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges		(14)	4 026	4 012	1 057
Investissements en actif incorporel et en immobilisations corporelles		12	(12)		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition		2	(2)		
Virement (note 4)	(4 085)		4 085		
SOLDE À LA FIN	**29 214**	**22**	**10 278**	**39 514**	35 502

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2014 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2014	2013
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits par rapport aux charges	4 012	1 057
Éléments hors caisse		
Variation nette de la juste valeur de placements	(5 277)	(2 165)
Amortissement des immobilisations corporelles	14	12
Variation nette d'éléments du fonds de roulement (note 6)	(43)	(152)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(1 294)	(1 248)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Placements	(7 663)	(34 101)
Encaissements de placements	8 874	35 104
Acquisition d'immobilisations corporelles	(10)	(9)
Acquisition de l'actif incorporel	(2)	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	1 199	994
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunt bancaire	290	
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(2)	(2)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	288	(2)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	193	(256)
Encaisse (découvert bancaire) au début	(8)	248
ENCAISSE (DÉCOUVERT BANCAIRE) À LA FIN	185	(8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2014 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2014	2013
	$	$
ACTIF		
Court terme		
Encaisse	185	
Comptes clients et autres créances (note 7)	307	359
Frais payés d'avance	38	22
	530	381
Long terme		
Placements (note 8)	39 535	35 469
Immobilisations corporelles (note 9)	27	31
Actif incorporel (note 10)	2	
	40 094	35 881
PASSIF		
Court terme		
Découvert bancaire		8
Emprunt bancaire (note 11)	290	
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement (note 12)	215	220
Produits d'abonnements et de publicité perçus par anticipation	14	53
Apports reportés (note 13)	54	89
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins de un an	2	2
	575	372
Long terme		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 14)	5	7
	580	379
ACTIF NET		
Affecté au financement des activités de fonctionnement	29 214	33 299
Investi en actif incorporel et en immobilisations corporelles	22	39
Non affecté	10 278	2 164
	39 514	35 502
	40 094	35 881

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2014 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

1. STATUTS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'Institut de recherche en politiques publiques est constitué en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. Il a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers de l'organisme sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

Lors de l'évaluation initiale, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués à la juste valeur qui est, dans le cas des actifs financiers ou des passifs financiers qui seront évalués ultérieurement au coût après amortissement, majorée ou diminuée du montant des commissions et des coûts de transaction afférents. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'organisme sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements en fonds communs de placement qui sont évalués à la juste valeur et des placements en obligations que l'organisme a fait le choix d'évaluer à la juste valeur en les désignant à cette fin.

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative et si l'organisme détermine qu'il y a eu, au cours de l'exercice, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs d'un actif financier, une réduction sera alors comptabilisée à l'état des résultats à titre de moins-value. La reprise d'une moins-value comptabilisée antérieurement sur un actif financier évalué au coût après amortissement est comptabilisée aux résultats au cours de l'exercice où la reprise a lieu.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Magazine, publicité, autres publications et autres produits

Les produits de magazine, de publicité, d'autres publications et les autres produits sont constatés lorsqu'il existe un accord entre les parties, que les services ont été rendus, que le montant de la transaction est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Le passif lié à la fraction des produits encaissée mais non encore gagnée est comptabilisé à l'état de la situation financière à titre de produits d'abonnements et de publicité perçus par anticipation.

En plus des principes généraux mentionnés ci-dessus, l'organisme applique les principes spécifiques suivants :

– Les produits de publicité sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, lorsque la publicité est éditée ;

– Les produits du magazine et des autres publications sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des abonnements ;

– Les autres produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Produits nets de placements

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits nets de placements incluent les produits d'intérêts et de dividendes ainsi que les variations de la juste valeur.

Les produits d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé, les dividendes sont constatés à compter de la date ex dividende et les variations de la juste valeur le sont au moment où elles se produisent.

Concernant les placements évalués à la juste valeur, l'organisme a fait le choix d'inclure dans les variations de la juste valeur les produits d'intérêts (incluant l'amortissement des primes et des escomptes sur les placements en obligations) ainsi que la participation au revenu net des fonds communs de placement.

Immobilisations corporelles et actif incorporel

Les immobilisations corporelles et l'actif incorporel acquis sont comptabilisés au coût.

Amortissement

Les immobilisations corporelles et l'actif incorporel sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Équipement informatique et logiciel	33 %
Équipement de bureau	20 %

Réduction de valeur

Lorsque l'organisme constate qu'une immobilisation corporelle ou qu'un actif incorporel n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de la valeur comptable nette de l'immobilisation corporelle ou de l'actif incorporel sur sa valeur résiduelle est comptabilisé en charges à l'état des résultats.

Conversion des devises

L'organisme utilise la méthode temporelle pour la conversion des opérations libellées dans une monnaie étrangère. Selon cette méthode, les éléments monétaires d'actif et de passif sont convertis au cours à la date de l'état de la situation financière. Les éléments non monétaires d'actif et de passif sont convertis aux cours historiques, à l'exception de ceux comptabilisés à la juste valeur, qui sont convertis au cours à la date de l'état de la situation financière. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période, à l'exception de l'amortissement des immobilisations corporelles converties aux cours historiques qui est converti aux mêmes cours que les éléments correspondants. Les gains et les pertes de change afférents sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice.

3. AFFECTATIONS GREVANT L'ACTIF NET

L'actif net affecté au financement des activités de fonctionnement par voie d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration doit être conservé en vue de financer les activités de fonctionnement de l'organisme.

4. VIREMENT

	2014	2013
	$	$
Montant établi selon la formule approuvée par le conseil d'administration	1 887	1 892
Produits nets de placements (a)	5 972	2 923
	(4 085)	(1 031)

(a) La perte de valeur des actifs affectés et les frais de gestion y afférents sont non affectés et reflètent le gain non matérialisé au cours de l'exercice sur les actifs affectés.

Pour financer les activités de fonctionnement de l'organisme, le conseil d'administration autorise annuellement un virement visant le transfert de ressources entre l'actif net affecté et l'actif net non affecté. Ce virement est déterminé selon une formule approuvée par le conseil d'administration.

5. PRODUITS NETS DE PLACEMENTS

	2014	2013
	$	$
Placements évalués à la juste valeur		
Variations de la juste valeur	5 485	2 408
Dividendes	794	658
	6 279	3 066
Coûts de transaction	(307)	(143)
	5 972	2 923

6. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette d'éléments du fonds de roulement se détaille comme suit :

	2014	2013
	$	$
Comptes clients et autres créances	52	(223)
Frais payés d'avance	(16)	8
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement	(5)	120
Produits d'abonnements et de publicité perçus par anticipation	(39)	
Apports reportés	(35)	(57)
	(43)	(152)

7. COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	2014	2013
	$	$
Comptes clients	44	179
Somme à recevoir sur la cession de placements	43	113
Taxes de vente à recevoir	62	67
Dividendes à recevoir	158	
	307	359

8. PLACEMENTS

	2014	2013
	$	$
Capitaux et autres placements		
Fonds du marché monétaire	40	30
Actions		
Canadiennes Fonds d'actions	12 057	9 984
Américaines Fonds d'actions	8 964	7 655
Étrangères Fonds d'actions	8 946	7 711
	30 007	25 380
Obligations		
Gouvernement fédéral, 1,5 % à 4,25 % (1,5 % à 4,25 % en 2013), échéant à différentes dates de décembre 2014 à décembre 2044	4 355	4 829
Gouvernements provinciaux, 2,05 % à 6,3 % (4,25 % à 5,7 % en 2013), échéant à différentes dates de décembre 2014 à septembre 2052	638	251
Sociétés, 2,05 % à 12,2 % (2,05 % à 12,2 % en 2013), échéant à différentes dates de juin 2014 à juillet 2053	4 535	5 009
	9 528	10 089
	39 535	35 469

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			2014	2013
	Coût	Amortissment cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Équipement informatique	390	379	11	11
Équipement de bureau	140	130	10	11
Immobilisations louées Équipement de bureau	12	6	6	9
	542	515	27	31

10. ACTIF INCORPOREL

	2014	2013
	$	$
Logiciel	2	

11. EMPRUNT BANCAIRE

La marge de crédit non garantie, d'un montant autorisé de 470 $, porte intérêt au taux préférentiel plus 1 % (4 % au 31 mars 2014) et est renégociable en septembre 2014.

12. COMPTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES DE FONCTIONNEMENT

	2014	2013
	$	$
Comptes fournisseurs	176	191
Salaires à payer	24	15
Charges sociales à payer	15	14
	215	220

Les sommes à remettre à l'État totalisent 15 $ au 31 mars 2014 (14 $ au 31 mars 2013).

13. APPORTS REPORTÉS

	2014	2013
	$	$
Fonds de la cinquième décennie		
Solde au début	89	146
Montant comptabilisé dans les résultats de l'exercice	(35)	(57)
Solde à la fin	54	89

Le Fonds de la cinquième décennie est composé d'apports affectés à des projets spécifiés par le président.

14. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	2014	2013
	$	$
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition relatif à de l'équipement de bureau loué, 10,4 %, échéant en février 2017	7	9
Tranche échéant à moins de un an	2	2
	5	7

Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices en vertu du contrat de location-acquisition et le solde de l'obligation s'établissent comme suit :

	$
Exercices se terminant les 31 mars	
2015	3
2016	3
2017	2
Total des paiements minimums exigibles en vertu du contrat de location-acquisition	8
Frais d'intérêt inclus dans les paiements minimums exigibles	1
Solde de l'obligation	7

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposé sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. L'organisme a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les comptes clients et autres créances, à l'exception des taxes de vente à recevoir, ainsi que les placements en fonds communs de placement et les placements en obligations de sociétés, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour l'organisme. De plus, les placements en fonds communs de placement exposent aussi indirectement l'organisme au risque de crédit.

Le risque de crédit relatif à l'encaisse est considéré comme négligeable puisqu'elle est détenue dans une institution financière reconnue dont la notation externe de crédit est de bonne qualité. Le risque de crédit relatif aux placements en obligations du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux est aussi considéré comme négligeable.

Risque de marché

Les instruments financiers de l'organisme l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque de prix autre, lesquels découlent à la fois des activités de fonctionnement, d'investissement et de financement :

- Risque de change :
  Au 31 mars 2014, l'organisme est exposé au risque de change en raison de l'encaisse et des placements libellés en dollars américains totalisant 4 035 $ (3 794 $ au 31 mars 2013).
- Risque de taux d'intérêt :
  L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe.

  Les placements en obligations, l'emprunt bancaire et l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition portent intérêt à taux fixe et exposent donc l'organisme au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

  De plus, les placements en fonds communs de placement exposent aussi indirectement l'organisme au risque de taux d'intérêt.
- Risque de prix autre :
  L'organisme est exposé au risque de prix autre en raison des placements en fonds communs de placement, étant donné que des variations des prix du marché auraient pour effet d'entraîner des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de ces instruments.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de l'organisme est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

Valeur comptable des actifs financiers par catégories

La valeur comptable des actifs financiers de l'organisme qui sont évalués au coût après amortissement totalise 430 $ (292 $ au 31 mars 2013), tandis que celle des actifs financiers évalués à la juste valeur totalise 40 $ (35 $ au 31 mars 2013).

Passifs financiers garantis

Au 31 mars 2014, la valeur comptable des passifs financiers qui sont garantis est de 7 $.

16. ENGAGEMENTS

L'organisme s'est engagé, d'après des contrats de location et un contrat de services échéant jusqu'en 2022, à verser la somme de 637 $ pour de l'équipement, des locaux et des services. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 82 $ en 2015, à 84 $ en 2016, à 88 $ en 2017, à 90 $ en 2018, et à 293 $ en 2019 et pour les exercices subséquents.

SOURCES ET NOTES DES GRAPHIQUES

Page 7
Christopher Worswick, *Economic Implications of Recent Changes to the Temporary Foreign Worker Program* (IRPP Insight, octobre 2013)
Source : CIC, Faits et chiffres, 2006 et 2012

Page 9
Michael Wolfson, *Not-So-Modest Options for Expanding the CPP/QPP* (IRPP Study, juillet 2013)
Source : Calculs de l'auteur
Notes :
[1] L'option intermédiaire est ma proposition en vue d'augmenter le taux de remplacement du revenu des RPC et RRQ actuels à 40 p. 100 pour les gains dépassant la moitié du salaire industriel moyen et de doubler le seuil des gains annuels admissibles (voir Wolfson 2011).
[2] MGAP : le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension.
[3] L'option CTC est la proposition du Congrès du travail du Canada en vue de doubler le taux de remplacement du revenu des RPC et RRQ actuels.
[4] Les gains moyens de carrière ajustés sont une mesure des gains moyens sur l'ensemble d'une carrière, actualisés à un indice du salaire moyen.

Page 11
« Focus – Très hauts revenus et fiscalité dans les pays de l'OCDE: la crise a-t-elle changé la donne ? », OCDE, mai 2014.
Source : Calculs de l'OCDE à partir de la Base de données mondiales sur les hauts revenus (World Top Incomes Data Base)
Note : Les revenus se réfèrent aux revenus avant impôts, hors plus-values en capital.

1470 RUE PEEL, BUREAU 200 MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H3A 1T1 T 514 985-2461 TC 514 985-2559 IRPP@IRPP.ORG IRPP.ORG